

LE DEVOIR

Libre de penser

Le financement du projet Web de Télé-Québec attendra

21 février 2013 | Frédérique Doyon | Télévision



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir
Le ministre de la Culture, Maka Kotto

Il y a encore loin de la coupe aux lèvres pour le projet Web d'information régionale et nationale de Télé-Québec. L'enveloppe de 10 millions de dollars ventilée mardi, lors de l'étude des crédits du ministère de la Culture et des Communications (MCC), n'est même pas budgétée pour 2013-2014. Une confusion emblématique des vagues-hésitations du ministre Maka Kotto depuis son entrée en fonction.

« Ce budget futur [...] ne figure pas à l'exercice budgétaire 2013-2014, précise au Devoir l'attaché du ministre, Marc-André de Blois. Nous travaillons de concert avec les dirigeants de Télé-Québec afin de trouver une solution financière sur le moyen terme. »

Bref, le délai de 14 mois nécessaire au retour à l'équilibre budgétaire retrouvé s'applique aussi au projet de TQ. À l'instar du ministre de la Culture, le télédiffuseur public est en position d'attente.

Le dossier de TQ est un des seuls sur lequel le ministre s'est clairement ouvert lors de l'étude des crédits, mercredi, laissant la p.-d.g. Micheline Fortin ventiler les coûts du projet. Il aura choisi un sujet qui ne concernait pas l'année financière à l'étude. Et élégamment évité, tout au long de l'étude des crédits, de se commettre sur les dossiers mûrs pour 2013-2014.

Relance de l'aide au cinéma d'auteur

Le cas reflète bien la valse-hésitation du ministre depuis le début de ses fonctions. Dès le début de son mandat, M. Kotto a brandi le spectre de coupes, puis s'est vanté d'y échapper, avec une augmentation de 2,1 % du budget de son ministère. Hausse qui camoufle finalement plusieurs petites réductions (notamment dans l'aide aux projets et les interventions particulières), fragilisant malgré tout la culture.

Dernier exemple en liste : la remise en branle des programmes en cinéma et en loisir culturel. Maka Kotto a annoncé mercredi « la reconduction, dès le 22 février, des programmes d'aide aux projets en diffusion du cinéma d'auteur, en éducation cinématographique des jeunes et en loisir culturel des jeunes ». Ils avaient été suspendus il y a quelques semaines, alors que la SODEC martelait l'importance de développer l'offre du cinéma québécois en région.

Il y a quelques jours, le MCC annonçait au Réseau indépendant des événements artistiques unis (RIDEAU) que l'enveloppe de soutien à la diffusion des spectacles étrangers en sol québécois serait coupée. M. Kotto a fait volte-face avant que l'information ne soit publiée dans nos pages, lundi.